



# EuropaCity ou l'ambiguïté de l'Etat

**I**ra-t-on un jour skier à EuropaCity, entre une matinée shopping, un pique-nique nature et une soirée concert? Rien n'est moins sûr. Mardi 12 mars, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise pourrait bien annuler, comme l'a requis le rapporteur public, le plan local d'urbanisme (PLU) de Gonesse (Val-d'Oise), amendé en 2017 pour permettre l'urbanisation de 280 hectares de champs de céréales.

Sur ce « Triangle de Gonesse » (la parcelle en question en a vaguement la forme) doivent s'élever un centre d'affaires de 800 000 m<sup>2</sup>, une gare du Grand Paris Express et EuropaCity, donc, chimère citadine très décriée qui promet de réinventer l'urbanisme récréatif en mixant une bonne dose de commerces, des hôtels, des parcs de loisirs et d'équipements culturels dans une nature domestiquée selon les normes du développement durable.

De la chimère au mirage, il n'y a qu'un pas. Le même tribunal ayant déjà invalidé la zone d'aménagement concerté (ZAC), l'opération repose de plus en plus, non sur de la bonne terre fertile, mais plutôt sur du sable. Une claque pour la ville de Gonesse, qui attend cette urbanisation comme un remède miracle à ses difficultés sociales, et pour les investisseurs d'EuropaCity, la filiale immobilière du groupe Auchan et le conglomérat chinois Wanda.

Un désaveu pour l'Etat, aussi, resté étrangement silencieux dans cette affaire. Le gouvernement, engagé dans un objectif de zéro artificialisation nette des sols, s'est jusque-là montré bien en peine de donner un sens à cette opération, devenue une icône de la bétonisation des terres agricoles pour de grands projets aussi lucratifs qu'inutiles.

Or c'est bien l'Etat qui a décidé, il y a près de trente ans, l'urbanisation prioritaire de ces champs, stratégiquement situés entre les aéroports de Roissy et du Bourget. C'est aussi l'Etat qui pilote cet aménagement. Et c'est toujours l'Etat qui a déclaré l'opération d'intérêt public, en décembre 2018, en

dépit de l'annulation de la ZAC, dont le même Etat a fait appel.

C'est le gouvernement d'Edouard Philippe, enfin, qui a sauvé l'urbanisation de la zone, en confirmant la réalisation de la future ligne 17 du métro, condition sine qua non de l'aménagement du triangle, malgré les sérieux doutes du ministère des transports et des associations d'usagers sur l'intérêt de cette desserte.

Pourtant, l'exécutif prend soin de n'apporter aucun soutien public à EuropaCity. L'ancien ministre de la transition écologique, Nicolas Hulot, s'était même déclaré défavorable au complexe. Et Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement, confiait, « à titre personnel », en octobre 2018, ne « pas croire » au projet, qu'il jugeait « pas totalement dans l'air du temps et dans le sens de l'histoire ».

## Silence gêné

Alors qu'EuropaCity fait assaut d'images de synthèse pour défendre son concept, les partisans d'un projet concurrent de conversion de ces champs de cultures intensives en maraîchage périurbain ne cessent de remporter des batailles judiciaires et de gagner des soutiens, persuadés que le développement d'une agriculture en circuit court à 15 kilomètres de Paris serait autrement plus en phase avec les enjeux du siècle.

Sans doute la focalisation sur EuropaCity est-elle en partie injuste: d'autres grands projets, comme l'aménagement d'une base de loisirs nautiques avec vague de surf artificielle sur les 32 hectares d'une ancienne exploitation agricole de Sevran (Seine-Saint-Denis), ne suscitent aucun émoi. Sans doute aussi l'Etat aurait-il préféré une locomotive plus consensuelle pour tracter le développement économique du triangle, mais il peut difficilement envoyer promener une promesse d'investissement privé de plus de 3 milliards d'euros.

Reste qu'EuropaCity, comme Notre-Dame-des-Landes, a dépassé sa dimension locale pour devenir un symbole de la crise écologique. Au-delà d'une amélioration technique du projet, exigée par le gouvernement, c'est d'un choix politique assumé et expliqué qu'a besoin cette opération. Urbaniser par inadvertance ou bétonner par commodité n'est plus permis. Le silence gêné du gouvernement sur EuropaCity montre qu'il ne l'a que partiellement compris. ■

**URBANISER  
PAR INADVERTANCE OU  
BÉTONNER PAR COMMODITÉ  
N'EST PLUS PERMIS**

Le Monde  
13/03/2019

